

## Zone(s) à défendre, conflit(s) et urbanisation

Avec la fin de l'occupation militaire de la ZAD et le simulacre de dialogue qui accompagne cette période incertaine de la lutte contre l'aéroport Grand Ouest se pose à nouveau la question des formes que peuvent prendre la pacification sociale.

Depuis que les gendarmes se sont stratégiquement retirés de la zone, les tentatives pour « calmer le jeu » se sont multipliées, créant paradoxalement le conflit là où certains voudraient le voir disparaître. Le fait notamment de libérer les voies de circulation, compromis pour satisfaire les riverain-e-s, a focalisé l'attention sur une problématique récurrente : à quel moment estime-t-on qu'on est plus proche de la victoire que de la défaite ? A quel moment les composantes radicales de la lutte, indispensables à ses débuts, se voient trahies par ses composantes plus modérées ? Quand finit l'alliance stratégique et quand commence la trahison diplomatique ? Enfin, quand est-ce qu'on déconstruit l'iconographie d'un combat sans compromis pour la remplacer par une illusion de dialogue démocratique et raisonnable ?

Le fait d'avoir enlevé les barricades, d'avoir bouché les fossés, d'ôter peu à peu tous les obstacles et les chicanes n'est pas anodins. En même temps qu'on prétend être sorti d'une situation d'urgence sous prétexte que les gendarmes se cachent à vingt kilomètres au lieu de parader sur le pas de nos portes, on est en train de gommer tout ce qui a popularisé la lutte, notamment les éléments symboliques qui ont propagé à travers le pays un imaginaire combatif et de détermination face à des logiques nettement plus violentes et destructrices que nous ne pourrions jamais l'être.

Qu'on le veuille ou non, quand on parle de lutte, on parle de conflit. La lutte ne peut se résumer à sa composante pacifiste, même si celle-ci facilite notre alliance avec ceLLEux qui préfèrent éviter le conflit et qui ne se

retrouvent pas dans un face à face tendu avec l'ennemi. Pour autant, le fait de nier la conflictualité qui réside dans un face à face avec l'Etat et des grandes entreprises telles que Vinci peut être dangereux : on ne gagnera pas en ignorant le caractère violent et déterminé de l'Etat dans la réalisation de ses projets. Prôner sans cesse la résolution non violente du conflit, c'est prendre le risque de laisser des personnes sans armes face à un ennemi qui n'hésite pas à faire usage de la force, et cela quelle que soit la nature de ses détracteur-ice-s. Il serait temps de déconstruire l'image responsable de l'Etat et de cesser de le présenter comme une force démocratique n'utilisant la violence qu'en cas de provocation. Reconnaître à l'Etat le monopole de la force, c'est faire crédit au mythe démocratique selon lequel sa violence ne serait que la réponse à notre violence. Dans le cas d'affrontements avec la police, ce serait faire droit à la présomption de légitime défense réclamée par les flics. Qu'on se le dise : l'Etat n'est JAMAIS légitime dans l'utilisation de moyens armés face à une population civile.

Si nous céditions aux postulats non violents, il est certain que nombre de nos combats seraient déjà perdus.

Dans le cas précis de Notre Dame des Landes et face aux critiques émises dans notre choix de faire de la cabane du collectif Paris-IDF une infirmerie, il est important d'avoir à l'esprit ce qui précède. Le conflit dans le cas de cette lutte est bien réel. La violence est aussi bien réelle et n'est pas le fait des opposant-e-s au projet. Combien même cette violence est mise momentanément entre parenthèses pour ce qui est des gendarmes, elle continue d'être bien présente sous d'autres formes. Et c'est bien inconscient de considérer que cette parenthèse justifie l'absence de mesures de précaution. L'équipe Medics de la ZAD a vocation à apporter aux occupant-e-s de la zone une assistance médicale autonome, en ayant recours à des méthodes de soin autres que médicamenteuses (et pour ne pas renvoyer systématiquement nos blessé-e-s vers des professionnels du soin quand ce n'est pas nécessaire). Elle cherche aussi à diffuser les pratiques de Street Medics nécessaires dans les moments de lutte et indispensables en cas d'affrontements avec la police. Ignorer cette nécessité, c'est prendre encore

une fois le risque de se retrouver sans moyens dans des moments de conflits imprévisibles. Et pour se préparer, échanger des pratiques, se former mutuellement à l'assistance en cas d'urgence, il est nécessaire de bénéficier d'un espace approprié. D'autant plus que cet espace permettra également, en dehors des situations d'urgence, de développer le soin par les plantes et d'aménager des temps de relaxation et d'écoute (ne pas renvoyer sans cesse nos ami-e-s en souffrance vers des professionnels de l'écoute est aussi un objectif). Il y aura d'ailleurs courant juin deux formations au soin de plusieurs jours avec la participation d'une médecin.

Le choix du nom de la cabane s'est fait avec la concertation de la plupart des personnes investies dans le projet de construction. Ce n'est pas anodin d'avoir choisi de se référer au Transfo, squat qui a hébergé l'atelier durant des mois et qui est aujourd'hui en passe d'être expulsé. Il était donc naturel de rendre un hommage à cette autre ZAD au cœur de Paris. Cette démarche de solidarité spontanée est la même qui anime et rend vivants les réseaux anarchistes dans le monde entier. Le fait de se faire part de notre soutien mutuel en toute circonstance est aussi symboliquement fort et donne le courage de continuer partout où c'est possible la lutte contre l'oppression capitaliste. Transfu pour « transfusion », c'est en même temps une dédicace et un jeu de mot, car l'humour, même noir, a toute sa place dans nos luttes.

Enfin, pour terminer, il faut bien avoir à l'esprit que la ZAD n'a pas vocation à devenir une colonie de peuplement et à accueillir des nouvelles/aux habitant-e-s, ce qui aboutirait à l'inverse de ce qui était prévu, à savoir l'urbanisation d'une zone à préserver au maximum de l'impact nocif des humain-e-s. Installer une famille dans la cabane aurait été une erreur, alors que la zone est déjà très habitée et manque encore d'infrastructure permettant son autonomisation.

La lutte contre l'aéroport est, on ne le répètera jamais assez, aussi un combat contre son monde d'urbanisation à marche forcée.